



PREFECTURE
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques
et des installations classées
AR

ARRÊTÉ
du **21 FEV. 2019**
portant mise en demeure à la société Gravières et Matériaux Rhénans de :

- **régulariser la situation administrative d'une exploitation de carrière réalisée sur les parcelles 487 et 221 à 229 – section 9 du ban communal de Hégenheim,**
- **se mettre en conformité avec les prescriptions d'exploiter en matière de dispositif de clôture, pour son site de carrière de Hégenheim en cours d'exploitation.**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-7 et L.171-8,
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 2510-1,
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 qui autorise et régit l'exploitation d'une carrière de sable et gravier à Hégenheim et St-Louis, pour une durée de 25 ans qui n'inclut pas le délai d'achèvement de la remise en état fixé à 5 ans,
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2011 qui autorise le changement d'exploitant de la carrière au profit de la société Gravières et Matériaux Rhénans,
- VU** la visite d'inspection du site effectuée le 28 janvier 2019,
- VU** le rapport du 7 février 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que du gravier tout-venant est extrait à sec au droit des parcelles 487 et 221 à 229 – section 9 du ban communal de Hégenheim, ce qui constitue une installation classée pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique n° 2510-1 de la nomenclature des installations classées,

CONSIDÉRANT que cette exploitation de gravier tout-venant relève du régime de l'autorisation,

CONSIDÉRANT que le droit d'extraire du gravier tout-venant sur la carrière est échu le 26 janvier 2019 et que la poursuite d'exploitation de ce matériaux est réalisée sans l'autorisation préfectorale requise,

CONSIDÉRANT que l'exploitant est en situation irrégulière,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités (...) sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement (...) requis en application du présent code, (...) l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an (...).* »,

CONSIDÉRANT que la société Gravières et Matériaux Rhénans a verbalement confirmé à l'inspection le 4 février 2019 son intention de déposer au préfet une demande d'autorisation d'exploiter en vue de régulariser sa situation administrative au plus tard le 31 mars 2019,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection il a été constaté que la clôture sur la limite du site avec le site industriel voisin de la société Holcim Bétons a été supprimée ce qui constitue un non respect des prescriptions de l'article 4-7 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine (...).* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er : La société Gravières et Matériaux Rhénans, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 7 rue Pierre Hadot, CS 70032, 51125 REIMS CEDEX, est mise en demeure de :

- régulariser la situation administrative de l'extraction de gravier tout-venant réalisée sur les parcelles 487 et 221 à 229 – section 9 du ban communal de Hégenheim (68220),
 - se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 4-7 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 susvisé,
- dans le respect des prescriptions suivantes.

Article 2 : Régularisation de l'installation d'extraction de gravier tout-venant

Au plus tard le 31 mars 2019, l'exploitant adresse au préfet un dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de régulariser la situation de l'installation dans des conditions régulières prévue au code de l'environnement.

Article 3 : Mise en conformité de la clôture

Au plus tard le 31 mars 2019, et conformément aux prescriptions de l'article 4-7 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1994 susvisé, s'agissant de la clôture et notamment avec le site voisin de la société Holcim Bétons :

« L'ensemble de la carrière et de ses annexes sera entouré par une clôture grillagée de 2 mètres, solide et efficace (...). ».

Article 4 : En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société Gravières et Matériaux Rhénans.

Fait à COLMAR, le 21 FEV. 2019

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

